

une mission commerciale dirigée par le ministre du Commerce international, M. Pierre Pettigrew, a également favorisé les relations commerciales entre l'Australie et le Canada; au cours de cette mission, des entreprises canadiennes ont signé des contrats d'une valeur de 294 millions de dollars.

Il y a des affinités naturelles entre le Canada et l'Australie, attribuables à la similarité des régimes juridiques et réglementaires des deux pays, à leurs structures fédérales comparables et à des rapports commerciaux qui remontent à plus de 100 ans. La plupart des échanges commerciaux entre les deux pays s'effectuent au taux NPF et comprennent des quantités importantes de produits importés en franchise de droits.

Certains obstacles non tarifaires importants nuisent à l'accès aux marchés, en particulier les prescriptions sanitaires et phytosanitaires sévères qu'impose l'Australian Quarantine and Inspection Service. La plupart des importations de produits de la pêche, de viande, de bétail, de fruits et légumes et de produits alimentaires font l'objet de mesures restrictives, par exemple l'approbation préalable et les longues périodes de quarantaine. En outre, l'accès d'autres produits et services est restreint par les normes de produits, les pratiques en matière de marchés publics (qui varient en fonction des secteurs et des États), ainsi que pour la législation sur les sanctions commerciales (l'Australie est l'un des pays qui recourt le plus à la législation sur l'antidumping et les droits compensateurs).

Résultats obtenus en 2000

- Le Canada et l'Australie ont conclu un accord pour régler la plainte que le Canada avait déposée à l'OMC pour contester l'interdiction australienne qui frappait les importations de saumon canadien frais, réfrigéré ou surgelé.

Accès au marché — priorités du Canada pour 2001

- continuer de collaborer avec l'Australie pour assurer la libre circulation des marchandises vers ce pays.

FACILITER L'ACCÈS AUX MARCHÉS DES PRODUITS

Saumon

En 1975, l'Australie a interdit l'importation de saumon frais, réfrigéré et surgelé, invoquant des doutes quant à la santé du poisson. Le Canada estime que cette interdiction n'a pas de fondement scientifique.

Le Canada a demandé la constitution d'un groupe spécial de l'OMC, lequel a été créé en avril 1997. En juin 1998, le groupe spécial a conclu que l'interdiction australienne était en violation de l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires. À la suite de l'appel interjeté par l'Australie, l'Organe d'appel a confirmé les constatations du groupe spécial en octobre 1998. En novembre de la même année, l'Organe de règlement des différends de l'OMC a adopté les rapports du groupe spécial et de l'Organe d'appel. En février 1999, un arbitre de l'OMC a donné à l'Australie jusqu'au 6 juillet 1999 pour mettre en oeuvre les décisions. L'Australie n'a pas respecté l'échéance et, le 15 juillet 1999, le Canada a soumis à l'Organe de règlement des différends de l'OMC une demande de mesure de rétorsion contre l'Australie.

Le 19 juillet 1999, l'Australie a annoncé la mise en oeuvre de nouvelles politiques d'importation du poisson qui accordaient un accès limité au saumon frais, réfrigéré et surgelé. Le Canada était d'avis que ces nouvelles politiques ne respectaient pas les décisions de l'OMC et a demandé qu'un groupe spécial statue sur ces nouvelles mesures. En février 2000, le groupe de vérification de la conformité a jugé que les nouvelles mesures restreignaient encore trop les échanges et qu'elles étaient en violation des obligations que l'Australie avait contractées dans le cadre de l'OMC.

Des discussions bilatérales ont suivi et, le 16 mai 2000, le Canada et l'Australie concluaient un accord bilatéral autorisant les importations de saumon frais, réfrigéré et surgelé du Canada, sous réserve de certaines conditions prescrites en matière d'homologation et d'emballage. L'Australie a mis en oeuvre les conditions de l'entente le 1^{er} juin 2000.

Le 21 mars 2000, l'État australien de la Tasmanie a imposé sa propre interdiction au saumon importé. L'accord bilatéral canado-australien de mai 2000 dispose que l'Australie prendra les mesures nécessaires pour que la Tasmanie se conforme pleinement aux décisions de l'OMC. Au mois de janvier 2001, l'interdiction de la Tasmanie avait toujours effet.